

# L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1,50F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 367

jeudi 13 novembre 1975

## ANTISIONISME ET ANTISÉMITISME

En condamnant à une écrasante majorité le sionisme comme une forme de racisme, l'Assemblée générale de l'ONU vient de démontrer une nouvelle fois la solidarité croissante du tiers monde et son rôle moteur dans le progrès de l'humanité.

Car le racisme est allé toujours de pair avec le colonialisme et le néo-colonialisme qu'il a servi et sert encore à légitimer. Pour justifier leur inadmissible domination étrangère sur les peuples africains du Sud de l'Afrique, les colonisateurs «blancs» ont eu besoin de la supériorité de la «race blanche». Pour justifier leur inadmissible occupation de la terre arabe de Palestine, et leur intolérable oppression du peuple palestinien, les colonialistes européens ont utilisé le sionisme.

Et le sionisme, cette doctrine élaborée au XIX<sup>e</sup> siècle dans une Europe en pleine expansion coloniale, a permis l'incroyable : justifier aux yeux des milliers de personnes persécutées pour leur naissance juive une monstruosité : la création d'un état religieux juif bâti sur la persécution, l'expropriation, les pogroms et l'oppression d'un peuple paisible.

Aussi la propagande déclenchée dans les pays occidentaux à l'occasion du vote de l'ONU est-elle grossière : c'est l'État d'Israël lui-même qui se définit comme un État juif, un État confessionnel où un Juif a tous les droits et un non-Juif aucun. Est-ce que dénoncer cette discrimination de type raciste c'est être antisémite ? Ceux qui veulent le faire croire cherchent de façon odieuse à utiliser l'horreur qu'inspire en Europe le souvenir des crimes antisémites. Mais voilà pas plus qu'hier être antinazi ce n'était être anti-allemand, pas plus aujourd'hui être antisioniste ce n'est être antijuif. Et c'est bien pourquoi il y a d'innombrables Juifs antisionistes dans le monde, en Israël et dans la Résistance palestinienne à laquelle certains ont déjà donné leur vie.

D'ailleurs l'antisémitisme n'est pas une invention ni du tiers monde ni des pays arabes : c'est dans l'Europe capitaliste qu'il est né.

Si aujourd'hui certains pays notamment les deux superpuissances prennent la défense de l'État d'Israël c'est que cela sert leurs intérêts.

Les États-Unis se sont opposés à la résolution et font beaucoup de tapage tandis que l'autre superpuissance a voté la résolution tout en refusant l'expulsion de l'État raciste d'Israël.

Est-ce que cela ne montre pas qui lutte contre le racisme et le colonialisme et qui veut maintenir l'ordre ancien ?

## ANGOLA

# Comme les USA, MOSCOU DIVISE POUR REGNER

Lundi soir, au coucher du soleil, le drapeau portugais a été amené pour la dernière fois sur le sol angolais. Cette accession tant attendu de l'Angola à l'indépendance se fait dans l'inquiétude et le déchirement de la guerre civile qui oppose les trois mouvements de libération. L'indépendance du pays a été proclamée par le Haut commissaire portugais en Angola qui, refusant de privilégier l'un ou l'autre des trois mouvements a déclaré « remettre le pouvoir au peuple. C'est au peuple angolais qu'il appartient de décider de quelle façon il l'exercera. » Le Haut commissaire a conclu en exprimant le vœu « que l'Angola soit un, indivisible et véritablement indépendant et libre de toute ingérence étrangère. »

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a multiplié les démarches en ce sens.

Malheureusement, ces efforts ont été vains : ainsi que l'ont fait remarquer de nombreux pays africains, « les vrais coupables ne sont pas tant les mouvements de libération que les puissances qui mettent entre leurs mains les armes mortelles avec lesquelles le peuple angolais se détruit. »

Ainsi, simultanément le MPLA proclamait la création de la « République populaire d'Angola » à Luanda, pendant que le FNLA, qui vient de signer un accord de gouvernement avec l'UNITA, annonçait à Ambriz la naissance de la « République démocratique et populaire d'Angola ».

Le pays risque ainsi de se trouver morcelé et l'unité africaine divisée, sans parler des dures souffrances que le peuple angolais a déjà subi et risque d'endurer encore du fait des combats qui se poursuivent et se font particulièrement intenses dans l'enclave de Cabinda.

Les criminels responsables de cette grave situation qui déchire l'Angola sont de plus en plus clairement reconnus par l'ensemble des peuples africains. Ce sont les deux superpuissances et particulièrement l'URSS qui n'a cessé d'y intriguer pour prendre solidement pied en terre africaine.

Mais déjà en Afrique la volonté s'affirme de refuser l'ingérence impérialiste et sociale-impérialiste et d'aider le peuple angolais à résoudre ses difficultés pour bâtir, dans l'unité, un pays prospère, progressiste et indépendant. La vaste majorité des pays membres de l'OUA (36 sur 46) a clairement fait savoir qu'elle ne souhaitait pas être mise dans l'obligation de trancher en faveur d'un mouvement contre les autres et entendait militer activement en faveur de l'unité.

(article page 5)

Notre enquête :

LA NOUVELLE EXTREME-GAUCHE.

Aujourd'hui : DÉBUT DE LA PRÉSENTATION  
DES FORMATIONS MARXISTES-LÉNINISTES  
«LE TRAVAILLEUR».





## THOMSON - C.S.F.

# 10 000 licenciements prévus la CFDT mobilise les travailleurs

Le 24 octobre, un meeting était organisé à l'entreprise grenobloise d'Alpexpo, avec la participation d'Edmond Maire. Les sections

CFDT des entreprises SESCOSEM et DTE de Saint-Egrève y sont intervenues sur la situation qui règne dans le trust Thomson-

CSF, où la branche «composants», dont font partie ces deux entreprises, va être démantelée, provoquant ainsi le licenciement de quelque 10 000 travailleurs.

### EXTRAITS DE L'INTERVENTION DES SECTIONS CFDT DE SESCOSEM ET D.T.E.

«La Thomson-CSF, c'est 45 000 personnes en France, c'est des usines en Italie, en Espagne, au Brésil, au Maroc. La Thomson-CSF, c'est les radars, l'armement, le matériel de radio-diffusion et de TV. Thomson-CSF, c'est la téléphonie depuis peu.

«Thomson-CSF fait partie du holding Thomson-Brandt, une valeur favorite de la Bourse et des banques.

«Le 10 avril 1975, la Fédération générale CFDT de la métallurgie publiait un communiqué de presse dans lequel elle interrogeait la direction générale du groupe Thomson-CSF sur l'existence d'un plan de démantèlement de la branche «composants».

«Dès la publication de ce communiqué de presse, la direction générale Thomson faisait paraître dans tous les centres une note de service indiquant que l'information de la FGM était fantaisiste et voulait nuire à l'image de marque du groupe ; rien n'était dit sur l'emploi. L'information était tellement fantaisiste que pendant quelque temps ce fut une panique monstre, la direction générale enquêtant auprès de tout le personnel, depuis les directeurs jusqu'aux secrétaires, pour savoir d'où venait la fuite.

«La branche «composants» du groupe Thomson, c'est 13 000 travailleurs. Les deux usines de Saint-Egrève en font partie : l'une fabrique des semi-conducteurs (Sescosem - 2 000 personnes), l'autre des tubes électroniques (DTE - 900 personnes)...

«La branche «composants» était jusqu'en mars 1975 dirigée par Philippe Giscard d'Estaing. N'est-ce pas pour éviter des remous autour du nom des «Giscard» qu'il a quitté ce poste ? (...)

«Depuis la publication du communiqué de la FGM, la CFDT mène l'action sur l'emploi : sur le centre de Saint-Egrève, des débrayages d'information ont eu lieu, un journal a été publié, des enquêtes réalisées atelier par atelier, permettant de faire le point avec les travailleurs... (réunions intersyndicales aussi pour faire le point).

«Les informations recueillies confirment la véracité du projet de 10 000 licenciements : depuis un an, 1 500 emplois ont été supprimés dans les composants, dont 510 à Dijon, 300 à Saint-Egrève (Sescosem), 120 à Aix (Sescosem), 125 à Suresnes et Cluses (Socapex).

«Pour ce faire, la direction pratique une politique sournoise : suppression des intérimaires ; non renouvellement des contrats à durée déterminée ; non réembauche des travailleurs au retour de congés sans solde (service militaire, maternité,...) ou des congés de longue maladie ; répression des ouvriers, changements d'ateliers fréquents pour forcer les «départs volontaires», utilisation de tout fait pour justifier un licenciement.

«Le chômage partiel touche le service commercial de Courbevoie... Et M. Toussaint, directeur du personnel et des affaires sociales, en réunion de salaire qualifie cela «d'évaporation naturelle» et il poursuit en disant : «Chaque directeur aura des décisions à prendre, j'espère qu'elles n'auront pas des conséquences dramatiques pour le personnel.»

«Pour la CFDT il est sûr que la direction n'en restera pas là et qu'il va falloir, avec les travailleurs, défendre fermement l'emploi de tous.»

10 000 travailleurs. Aussi refusent-ils d'inclure le mot d'ordre «pas un seul licenciement» dans la liste des revendications commune à la CGT et à la CFDT.

Et cette logique conduit les dirigeants cégétistes à dénoncer dans leurs tracts «les gauchistes qui manipulent la CFDT». Ils ne

peuvent supporter que la CFDT continue à populariser la lutte contre le projet de licenciement collectif. De même ils empêchent leurs adhérents de travailler avec les militants cégétistes au journal *CSF Inform'action*.

Ce qui ne les empêche pas par ailleurs d'accuser la CFDT de ne pas vouloir l'unité d'action ! La réponse de la CFDT à ce propos est bien claire : «l'unité oui, mais pas sur n'importe quelle base».

En se bouchant les yeux sur les licenciements à venir, les dirigeants de la CGT de l'usine se font complices de la direction.

Aussi est-il clair qu'il nous faut lutter classe contre classe, contre tout licenciement sur la base des revendications qui servent réellement les intérêts des travailleurs, que ce soit avec ou sans la CGT.

*Les communistes marxistes-léninistes de l'usine Sescosem.*

En Mayenne, le patron d'un abattoir traitait mieux le bétail que les travailleurs !

## 90% DES OUVRIERS SE SONT MIS EN GREVE

Le 28 octobre, un mouvement spontané a éclaté aux abattoirs Socopa d'Evron dans la Mayenne, 90 % des 160 ouvriers se sont mis en grève.

A la Socopa, la moyenne des salaires est de l'ordre de 1 700 F par mois pour 210 heures de travail par mois - cela correspond à peu près à 1 400 F par mois pour 40 heures hebdomadaires pour un ouvrier qui a 7 ans d'ancienneté ! A côté de cela, le salaire des 50 cadres et agents de maîtrise de l'usine tourne entre 4 et 6 000 F par mois ! Les patrons exigent un minimum de 48 heures par semaine, mais en fonction des demandes les travailleurs doivent faire parfois 55 ou 60 heures.

En outre les patrons essaient de se servir du principe de la journée continue pour réduire les pauses et augmenter le rendement. Dans l'usine, l'insécurité est reine, il y a sans arrêt des «accidents» de travail. Dans certains ateliers, il n'y a ni ventilation, ni aération. Les patrons traitent mieux les cochons que les ouvriers : les parcs à cochons sont chauffés, les vestiaires des travailleurs ne le sont pas !...

C'est contre ces conditions de travail inadmissibles que les ouvriers sont entrés en lutte. Ils se battent notamment pour un salaire minimum de 1 700 F par mois pour 174 heures de travail et la mensualisation.

Des piquets de grève ont été mis en place. Et les grévistes ont décidé de laisser la viande pourrir sur place en bloquant les camions.

Ils ont mis sur pied un comité

de grève et un comité de soutien. Le 6 novembre, une manifestation était organisée sur le marché d'Evron avec distribution de tracts, tandis que les travailleurs de l'usine Socopa de Cherré dans la Sarthe commencent des débrayages de solidarité.

L'assemblée générale des grévistes a mis en échec les tentatives du patron des abattoirs Socopa, Chemineau, qui était descendu de Cherré pour tenter de saborder la lutte. Forts de la solidarité de la population et de son soutien financier, les grévistes sont décidés à ne pas céder pour des broutilles !

Correspondant HR.

### ECHOS DES VOSGES

LA SIMAX (Rupt-sur-Moselle) : les travailleurs s'opposent au licenciement de Philippe Antoine, délégué CFDT, licenciement que le ministre du Travail a accepté contre l'avis de l'inspecteur du Travail. Les ouvriers ont occupé l'usine, la police les a expulsés par la force. Le 2 novembre, plus de 600 personnes ont participé à un meeting de soutien où il a été annoncé que Boussac préparait 850 licenciements d'ici janvier et 400 mises en retraite anticipées ainsi que 1 100 autres mises à la retraite d'ici juin 1976.

ATELIERS DE CONSTRUCTION (Remiremont) : les travailleurs sont en grève contre le travail au rendement (suppression des bons de travail).

### EN FACE DE LA CFDT DE FAUX AVEUGLES QUI VEULENT FAIRE ACCEPTER LES LICENCIEMENTS

Face à cette situation, l'attitude des dirigeants des sections CGT est pour le moins... remarquable !

Tout comme les patrons, les responsables de la CGT qualifient de fantaisiste l'information rendue publique par la CFDT sur le projet de licenciement de



# A PROPOS DU CONGRES DE LA FEDERATION CGT DES PTT

Dans la première partie de cet article, publiée dans notre édition du 11 novembre (HR No 366), il a été montré comment, après l'avoir subie et après avoir tout mis en œuvre pour la saboter, les faux communistes

qui dirigent la fédération essaient aujourd'hui de faire oublier la grande lutte des postiers d'octobre-novembre 1974. Le travailleur des postes, auteur de ces lignes, montrait encore comment les dirigeants actuels de la fédéra-

tion défendent des positions diamétralement opposées à celle de Jean Grandel, dirigeant de la Fédération postale unitaire (CGTU), et comment de ce fait ils se retrouvent à la place qui a été celle des dirigeants FO en 1953...

## 2<sup>ème</sup> PARTIE **Soumission renforcée de la fédération CGT au parti de Marchais**

Loin de tirer les enseignements des échecs, les textes préparatoires au congrès, comme il fallait s'y attendre, tendent à renforcer encore la pratique de la collaboration de classe et la soumission de la fédé CGT au Parti révisionniste de Marchais.

Tout une partie du projet de résolution générale s'intitule : «*Pour le triomphe du Programme commun de gouvernement, pour le triomphe des forces démocratiques et syndicales.*»

On croirait entendre un discours de Marchais. Qu'on en juge :

«*La crise n'est pas fatale, l'austérité pour les travailleurs n'est pas inévitable ; contre la politique économique et sociale du pouvoir actuel et des féodalités capitalistes, seules les réformes profondes contenues dans le Programme commun permettront de sortir le pays de la crise...*»

«*L'application du Programme commun réglerait dans l'intérêt du personnel et des usagers tous les problèmes de la marche et du fonctionnement de tous les services des PTT.*» (5)

Les revendications et les luttes des postiers, on s'en moque. Le problème des dirigeants révisionnistes, c'est de «*sortir*» la France capitaliste «*de la crise*».

D'autre part les postiers sont prévenus : le Programme commun «*résoudra* tous les problèmes dans l'intérêt du personnel». Ce qui signifie clairement que dès

que M. Marchais sera au pouvoir, plus question de grève ni de revendications puisque «*tous les problèmes seront résolus*». C'est le projet d'intégration complète du mouvement syndical à l'Etat bourgeois pratiqué dans tous les pays fascistes, que ces pays se cachent derrière le sigle «*socialiste*» ou non.

Ce que cherche le parti de Marchais, c'est à se servir du syndicat pour son accession au pouvoir d'abord, pour encadrer les travailleurs et faire régner l'ordre bourgeois ensuite.

Quant à la démocratie dans la lutte, les comités de grève élus, nous sommes allés à mille lieues des justes positions de la fédé CGT en 1953 :

«*La conduite de l'action doit à tous moments et à tous les niveaux s'appuyer sur la plus large démocratie :*»

«*démocratie avec les syndiqués qui doivent jouer leur rôle moteur, dynamique et responsable dans le déroulement de l'action :*»

«*démocratie avec l'ensemble des travailleurs pour définir avec eux une large information sur tous les éléments de la situation, toutes les étapes de la lutte...*» (6)

Voilà à quelles aberrations arrivent les dirigeants de la fédé CGT, tant ils ont peur de la libre décision des travailleurs. «*Démocratie avec l'ensemble des travailleurs pour définir avec eux... une large information !*»

Pas question de définir les revendications, les formes de lutte, NON ! Cela, les travailleurs n'ont pas à en décider d'après les dirigeants révisionnistes. Les travailleurs peuvent décider d'une «*large information*» ! Il ce serait risible s'il ne s'agissait pas des luttes des travailleurs.

### UNE POLITIQUE EN FAVEUR DU SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE

Non content de soumettre la fédé CGT à sa politique intérieure de collaboration de classe, de sabotage des luttes et de replâtrage du capitalisme, le parti de Marchais veut également la soumettre à sa politique extérieure en faveur des ambitions agressives et expansionnistes du social-impérialisme soviétique.

Dans la partie intitulée «*La solidarité internationale, la lutte pour la paix*», le texte reprend les rengaines des nouveaux tsars, notamment :

«*Depuis le dernier congrès, la détente a connu de nouveaux progrès...*»

Contre toute évidence, alors que la course aux armements et la rivalité entre les deux superpuissances n'a cessé de s'accroître, on affirme pompeusement : «*L'action pour la défense de la paix, l'indépendance et la liberté des peuples doit demeurer une préoccupation permanente de notre mouvement syndical.*» (7)

Mais en dépit de cette prétendue «*action pour la défense de la paix*», vous cherchez en vain la moindre allusion aux activités agressives des deux superpuissances et aux risques de guerre qu'elles font peser sur la planète, notamment le social-impérialisme soviétique.

En dépit de cette prétendue «*action pour l'indépendance des peuples*», vous cherchez en vain le moindre mot pour dénoncer l'agression et l'occupation militaire du peuple tchécoslovaque par le social-impérialisme russe.

Il est clair que le parti de Marchais veut s'annexer complètement la fédé CGT des PTT comme l'ensemble de la CGT, sans consentir au moindre compromis

avec ses partenaires et rivaux du Programme commun eux-mêmes.

Le programme proposé au 23<sup>ème</sup> congrès de la CGT PTT n'a plus rien à voir avec la fédé CGT des années 50.

C'est un programme de collaboration de classe, de sabotage des luttes, de renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat, d'encadrement social-fasciste des postiers et de soumission aux nouveaux tsars de Moscou.

### C'EST DE «A» A «Z» LE PROGRAMME DE MARCHAIS !

Il faut le rejeter et le combattre. Non seulement les postiers marxistes-léninistes adhérents de la CGT, mais tous les postiers, adhérents ou non à la CGT, postiers révolutionnaires partisans de la lutte des classes, mais aussi postiers démocrates opposés à l'absence de démocratie dans les luttes, à ce qu'on retire le droit aux postiers de décider eux-mêmes en assemblées générales souveraines de leurs luttes, postiers démocrates opposés à la manipulation et au diktat social-fasciste, mais aussi postiers patriotes, soucieux de préserver l'indépendance nationale face aux superpuissances américaine et russe.

Ce combat concerne tous ces postiers.

Trompant un certain nombre de gens, et passé maître dans l'art de la manipulation des instances syndicales, le groupe de Marchais parviendra peut-être encore pour un temps à soumettre la fédé CGT à son programme contraire aux intérêts de la révolution comme à ceux de l'indépendance nationale. Mais cela ne durera pas. Le groupe de Marchais s'est mis dans la situation d'avoir la grande masse des postiers contre lui. Il a pris la relève des dirigeants FO-SFIO des PTT des années 50, il sera à son tour rejeté par la quasi-totalité des travailleurs des PTT.

Un postier,

(5) Fédé CGT des PTT No 162 p. 14 «*Projet de résolution générale.*»

(6) Ibid. p. 14 «*Projet de résolution générale.*»

(7) Fédé CGT des PTT No 162 p. 13 «*La solidarité internationale, la lutte pour la paix.*»

## ECHOS DE LORRAINE

**Ferembal (Nancy) :** 90 licenciements prévus à la suite de la restructuration de la production. Les travailleurs se sont mobilisés. Ils ont déjà obtenu que les diminutions d'horaire ne s'accompagnent pas de pertes de salaires.

**Meubles de style (Toul) :** depuis le 8 octobre, les travailleurs occupent l'entreprise pour lutter contre 120 licenciements.

**Hélio-Lorraine (Dombasle) :** 40 travailleurs occupent l'usine depuis le 10 juin contre les licenciements.

**Rimma :** les éboueurs bloquent le bureau du sous-directeur, ils s'opposent aux sanctions arbitraires.

**Permeli (Nancy) :** réduction du temps de travail de 2 heures, une semaine chômée en fin d'année c'est ce qu'a annoncé le patron. A l'appel notamment de la CFDT, les travailleurs se sont réunis en assemblée générale et ont décidé d'organiser des débrayages dès maintenant pour s'opposer à ces mesures.



## La nouvelle extrême gauche (6)

### LES FORMATIONS SE RECLAMANT DU MARXISME-LENINISME

La place laissée vacante à l'extrême-gauche par la dégénérescence du Parti communiste français et les reniements du Parti communiste d'Union soviétique donna naissance dès 1963 aux premiers regroupements de militants communistes fidèles au marxisme-léninisme. Les luttes acharnées engagées par le Parti du travail d'Albanie et le Parti communiste chinois contre les trahisons des principes révolutionnaires de Marx, Engels et Lénine survenues après la mort de Staline encouragèrent de manière décisive de vieux militants à dénoncer la ligne idéologique et politique imposée par les dirigeants du PCF.



L'une des rares photographies du Congrès de Puyricard : la délégation d'Auvergne, autour des membres de la présidence du Congrès. De gauche à droite, on peut reconnaître : François Marty, Aimé Delrue, deux militants de Clermont-Ferrand, Jacques Jurquet, Jacques Delrue, André Roustan, actuel président du PCR (ml) et une militante de Clermont-Ferrand.

Avec d'autres militants, ils fondèrent en juillet 1964 la « Fédération des cercles marxistes-léninistes », qui publia en février 1965 le premier numéro alors mensuel de « L'Humanité nouvelle ». Le 25 juin 1966 cette première structure de regroupement fut remplacée, lors d'un congrès tenu à Paris et depuis lors connu sous le nom de Congrès de Lancry, par le « Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) » qui assura le passage de la périodicité de « L'Humanité nouvelle » de mensuelle à hebdomadaire. Enfin, préparé par ce mouvement, fut créé les 30 et 31 décembre 1967 au Congrès de Puyricard le « Parti communiste marxiste-léniniste de France », que sur instances des dirigeants du PCF la bourgeoisie interdit le 12 juin 1968.

De son côté, dès le mois de décembre 1966 commençait à se structurer une autre organisation se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Née d'un courant oppositionnel formé autour du cercle de l'École normale supérieure, cette organisation se sépara de l'Union des étudiants communistes (contrôlée par le PCF) et prit le nom d'« Union des jeunes communistes (marxistes-léni-

nistes) ». Presque toutes les formations se réclamant actuellement du marxisme-léninisme ont pour origine ancienne soit le PCMLF, soit l'UJC (ml), souvent les deux en même temps. Mais ces organisations ne débouchèrent pas d'emblée sur l'existence d'un parti marxiste-léniniste unique, nécessité historique indispensable pour préparer la révolution socialiste prolétarienne.

Bien que nous considérons, pour notre part, que le Parti communiste marxiste-léniniste de France, en dépit des scissions et difficultés caractéristiques de la phase de son enfance et de son contenu de classe alors encore insuffisamment prolétarien,

détienne la légitimité historique, idéologique, politique et organisationnelle en tant que Parti révolutionnaire prolétarien, nous sommes aussi convaincus qu'existent en dehors de ses rangs des formations, forces et militants qui se réclament à bon droit du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Aussi, depuis quelques mois, l'Humanité-Rouge a-t-elle engagé ses propres forces pour faire progresser et triompher le processus d'unification capable de conduire ces forces et ces militants à un parti marxiste-léniniste unique.

Partant de notre sincère désir d'unité, et non de quelque méprisable intention opportuniste ou démagogique, nous avons décidé de présenter ces formations, qui font partie de la nouvelle extrême-gauche. Nous avons estimé plus loyal de notre part de leur proposer de se présenter elles-mêmes, et nous nous félicitons de l'accueil réservé à notre initiative par la plupart d'entre elles ayant vocation nationale.

Il est bien évident que nos lecteurs liront dans les textes ainsi publiés des points de vue convergents avec les nôtres, mais aussi des idées et propositions avec lesquelles

nous avons des divergences, voire des désaccords.

Naturellement nous exposerons nos propres avis à notre tour.

A l'étape actuelle, ce qui nous paraît essentiel, c'est que ces formations et nous-mêmes soyons parvenus à remplacer de néfastes polémiques par d'honnêtes discussions recourant, ensemble, à la méthode « Unité-critique-unité » à partir du désir d'unité.

#### LE TRAVAILLEUR

Dès avril 1971 des militants ouvriers marxistes-léninistes se regroupaient et créaient leur journal, « Le Travailleur ». À notre avis, nous avons apporté à notre mouvement une attitude idéologique faite de modestie, d'étude de la réalité et de liens avec notre classe, de fermeté sur les principes et de désir d'unité.

Dès juillet 1971, nous prouvions la nécessité du travail syndical, dès septembre 1972 nous montrions l'importance de la lutte des femmes. En permanence, nous rappelons que, pour abattre notre ennemi principal, l'impérialisme français, notre classe devra prendre les armes.

Le Travailleur est tourné principalement vers la classe ouvrière. Il a mené aussi une lutte persévérante pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste. Dès mars 1973, nous avons impulsé la création d'un collectif national. Pour nous c'est toujours la meilleure formule pour progresser vers l'unité. Les discussions bilatérales menées actuellement nous sont imposées car d'autres groupes refusent l'idée d'un collectif. Mais à notre avis ces rencontres bilatérales ne peuvent pas activer une large unité, ni déboucher sur des actions communes à plusieurs groupes m-l.

Dans nos rapports avec notre mouvement marxiste-léniniste, nous évitons soigneusement depuis toujours les insultes, injures, polémiques stériles. La pratique est pour nous le critère décisif de la justesse des positions. Et, bien entendu, nous rejetons les méthodes de « pêche à la ligne » de militants, calomnies et même violences qui ont encore récemment déshonoré notre mouvement.

La petite place dont disposent les camarades de l'Humanité rouge ne suffit bien sûr pas pour résumer l'acquis de plusieurs années de travail militant au sein de la classe ouvrière. Espérons que les lecteurs de HR et de Proletariat auront l'occasion de connaître réellement l'histoire, les positions et les projets des autres groupes marxistes-léninistes.

Pour plus de renseignements : Le Travailleur, BP 6, 92101 Boulogne.

(A suivre —  
Demain : l'UCFML)



## Angola: A l'aube de l'indépendance (1)

## TROIS MOUVEMENTS, UN SEUL PEUPLE

L'Angola, dernière possession portugaise en Afrique, a accédé à l'indépendance le mardi 11 novembre, après cinq siècles d'oppression coloniale. Mais, avant même cette date, la guerre civile déchirait le pays, causant des milliers de morts. Trois mouvements de libération, ayant tous trois participé à la lutte armée contre le colonialisme portugais, s'opposent dans ces combats fratricides. Qui sont-ils ? Quelle est leur histoire ?

La lutte armée contre le colonialisme portugais a commencé à l'initiative du MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, créé en 1956) le 4 février 1961. A cette date, des centaines d'Angolais prenaient d'assaut la prison centrale de Luanda (capitale de l'Angola) où étaient détenus de nombreux patriotes.

Un mois plus tard, le 15 mars 1961, les travailleurs agricoles du Nord du pays se soulevèrent en masse à l'appel de l'UPA (Union nationale des populations de l'Angola) qui devait donner naissance un peu plus tard au FNLA (Front national de libération de l'Angola) dirigé par Holden Roberto.

Dès le départ les rapports se révélaient difficiles entre les deux organisations qu'opposaient des luttes fratricides. Ces dernières étaient, bien entendu, largement exploitées par le colonialisme portugais. Crises et scissions secouaient aussi bien l'UPA que le MPLA. La première créait rapidement le GRAE (Gouvernement révolutionnaire des Angolais en exil) qui recevait aussitôt un large appui des pays africains récemment indépendants. En juillet 1963, une première scission du MPLA dirigée par Viriato Da Cruz rejoint l'UPA et le GRAE, à la suite des divergences qui l'opposaient au dirigeant du MPLA, Agostinho Neto.

Celui-ci impulse alors la création d'un «Front démocratique» et propose l'alliance au FNLA, s'affirmant prêt à participer au GRAE. Au même moment l'OUA envoie à Léopoldville une mission de conciliation pour entendre les deux organisations. Elle décide à cette époque de faire transiter toute l'aide aux mouvements angolais par le Congo ex. belge, en privilégiant l'aide au FNLA. Elle devait renouer avec le MPLA quelques mois plus tard.

Mais à la fin de l'année 63, celui-ci est secoué par une nouvelle crise interne qui entraîne la démission de Savimbi, ministre des Affaires étrangères du GRAE. Durant les années 64 et 65, les divisions de la résistance angolaise ralentissent les luttes et les Portugais pavoisent, affirmant que toute résistance est écrasée.

Mais les combats reprennent pourtant et une nouvelle organisation, regroupant les opposants à Roberto Holden, voit le jour en 1966. C'est l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) dirigée par Savimbi. Celle-ci, militant principalement au Sud et à l'Est du pays, reçoit l'aide de la Zambie. Le FNLA, combattant au Nord du pays est appuyé par le Zaïre et le MPLA reçoit de son côté le soutien du Congo-Brazzaville et de la Tanzanie. Ces aides privilégiées étant dictées, il faut le rappeler, par les nécessités de la guerre coloniale.

**UNITA QUER  
SEPARAR-TE DA  
FAMILIA.**



**DESCONFIA !!!  
AVISA A TROPA  
QUANDO OS BANDI-  
DOS APARECEREM.**

*Exemple de tract contre l'UNITA, distribué en Angola par les colonialistes portugais, il dit : «L'UNITA veut te séparer de ta famille. Méfiance ! Préviens la troupe quand les bandits apparaissent».*

Les trois mouvements participent à la lutte armée. L'amiral portugais Rosa Coutinho, violemment opposé au FNLA, en sait quelque chose puisqu'il était prisonnier de cette organisation dans les années 60. L'UNITA, de son côté, est à l'origine notamment de la célèbre action armée du 25 décembre 1966, dans la ville de Texeira de Sousa, qui sema la panique parmi la colonie portugaise. Quant au MPLA, nul ne lui conteste la lutte armée qu'il a menée contre le colonialisme portugais. C'est à ce titre que, dans les années 70, les trois mouvements étaient reconnus par l'OUA.

En 1972 un nouveau rapprochement MPLA-FNLA aboutit à la signature, le 13 décembre, d'un accord entre les deux mouvements coordonnant leurs luttes militaires et politiques. Mais l'ingérence de plus en plus ouverte des deux superpuissances rendait son application impossible. Une nouvelle scission du MPLA «révolte de l'Est» dirigée par Daniel Chipenda rejoignait alors le FNLA.

Pourtant, lorsque le régime fasciste portugais tombait, le 25 avril 1974, principalement sous les coups de la résistance armée des peuples africains qu'il opprimait, la question du sort de l'Angola indépendant se posait à nouveau.

Les accords d'Alvor, conclus le 15 janvier 1975, rassemblaient à nouveau les trois mouvements qui se mettaient d'accord sur deux points fondamentaux :

— une représentation égale des trois organisations au sein du futur gouvernement de transition ;

— la fusion progressive de leurs forces militaires en une seule armée.

Ce sont ces accords qui devaient préparer les élections générales avant l'indépendance, que le sabotage ouvert des superpuissances, principalement l'URSS, a rendu impossible.

(Demain : les richesses de l'Angola appartiennent à son peuple.)

EUROPE  
EN LUTTE

R.F.A. :

25 000 personnes ont manifesté au cours du week-end dernier à Dortmund, pour protester contre le chômage et la hausse des prix qui se développent en Allemagne fédérale.

ITALIE :

320 000 travailleurs du secteur public étaient en grève lundi pour exiger une amélioration substantielle des salaires.

600 000 travailleurs de l'industrie chimique débrayaient le même jour contre le chômage qui sévit dans leur secteur : 50 000 d'entre eux sont déjà en chômage technique et les installations ne tournent qu'à 60 % de leurs capacités.

POLOGNE :

## LA COLERE DES FEMMES

Les dirigeants polonais ont été violemment pris à partie, cette semaine, par une assemblée de 400 femmes, ménagères et travailleuses de la ville de Lodz.

Cette confrontation a eu lieu au cours d'un débat télévisé en direct, et la protestation véhémente des femmes polonaises a sidéré les organisateurs de l'émission qui sont restés désemparés devant leurs protestations. Celles-ci portaient principalement sur les difficultés de la vie courante du fait des carences de l'approvisionnement du marché en biens de consommations variés et de bonne qualité, en viande, et du fait du temps perdu par les femmes pour arriver à se procurer l'essentiel et obtenir les services indispensables.

Constamment sur la défensive, le premier secrétaire du Parti ouvrier de Pologne, Gierek a été obligé de reconnaître que «toutes les insuffisances ne pourront pas être abolies, pour la simple raison qu'il y a tellement de problèmes qu'on ne peut pas demander qu'ils soient tous résolus dans une si courte période.»

LIBAN :

## RETOUR AU CALME

Le retour au calme amorcé il y a quelques jours à Beyrouth continue à se stabiliser. La circulation automobile a repris dans les rues de la capitale et la reprise économique s'accélère. L'incident qui a opposé l'armée libanaise aux milices phalangistes lors du débarquement clandestin de livraisons d'armes à ces dernières ne semble pas avoir eu de conséquences graves.

Les autorités politiques libanaises continuent de siéger pour tenter de mettre fin rapidement à la crise économique, sociale et politique, maintenant que les armes se sont tuées. Elles semblent accueillir favorablement l'initiative de la France qui envisageait de convoquer les pays du Marché commun pour leur proposer l'adoption d'un communiqué mettant en garde contre toute intervention étrangère, notamment israélienne, au Liban.



## Inquiétudes de la bourgeoisie face aux occupations

« Il y a sûrement en France en ce moment, sur le plan social, une assez grande nervosité entretenue par les séquestrations de cadres et les occupations d'usine » explique François Ceyrac le patron des patrons dans une interview à une revue économique. Il ajoute : « Le chômage total, notamment des jeunes, la diminution du pouvoir d'achat entraînée par le chômage partiel, tout cela crée des tensions profondes... Celles-ci peuvent éclater à tout moment ».

Les patrons avouent ainsi leur peur par la voie de leur porte-parole. Le mot n'est pas trop fort, car dans un autre article de la même revue, parlant de « la liste des combats qui dans les entreprises s'allonge au fil des semaines », un plumitif bourgeois s'interroge : « Pas nouveau ? » se demande-t-il, « Non, à ceci près que ces conflits s'accompagnent de plus en plus de moyens radicaux, 50 occupations d'usine depuis juin dernier selon le CNPF (Centre national du patronat français) et une vingtaine de séquestrations de cadres dans le même temps ».

Cette « apreté croissante des luttes où tous les coups sont permis » n'est pas le seul motif d'inquiétude de la bourgeoisie, car les directions syndicales ont de moins

en moins d'influence sur les ouvriers en lutte. « La cote d'amour des leaders syndicaux n'a jamais été aussi basse », note l'auteur de cet article. Parlant du « style des journées nationales du 23 septembre et du 4 octobre 1975 », il écrit : « De grandes messes nationales où le chœur des fidèles récite sagement la litanie revendicative » et il ajoute déçu : « le bilan est très moyen ».

Quel mépris, quelle arrogance, tout cela n'est-il pas clair ? Quand les travailleurs suivent des mots d'ordre démobilisateurs, la bourgeoisie respire. Elle est soulagée.

Elle se moque en toute impunité des travailleurs. Qui donc rend possible un tel mépris, qui se vante d'avoir le plus de poids et d'influence dans la classe ouvrière : les dirigeants de la CGT.

Au contraire, quand les travailleurs se détournent du chant empoisonné des sirènes des faux communistes infiltrés à la tête de la CGT et qu'ils mènent la lutte avec des moyens conformes au but poursuivi (assemblées générales démocratiques, piquets, occupations, séquestrations, comités de grève, comités de soutien...) la bourgeoisie se sent menacée. Elle prend peur.

## VERS UNE NOUVELLE GREVE DU LAIT ?

Chacun se souvient de la grève du lait conduite en 1972 par les petits éleveurs de l'Ouest contre les industries laitières. L'année 1976 verra sans doute cette lutte se renouveler avec une ampleur inégalée et de nouvelles formes originales. En effet, le million de tonnes de poudre de lait à Bruxelles d'une part, les prétendues difficultés financières annoncées par les trusts laitiers d'autre part, ne laissent rien présager de bon pour les petits éleveurs dont la production laitière constitue la principale source de revenus.

Le million de tonnes de poudre de lait résulte d'une volonté

délibérée de la part des monopoles d'exercer une formidable pression sur le marché laitier, afin de contraindre les petits producteurs à accepter un prix dérisoire pour le produit de leur travail. Il est probable également que ce stock serve de prétexte à une politique laitière visant à accélérer la faillite des petits paysans.

De leur côté, les trusts laitiers tiennent à profiter des difficultés des plus petites entreprises et des fusions et des regroupements se préparent. Ils orientent leurs investissements dans de nouvelles directions. Par exemple, les trusts préfèrent produire pour l'exportation, c'est-à-dire pour le rachat

par Bruxelles à un prix fixé. Ce qui aura pour conséquence de grossir encore la montagne de poudre de lait.

Des milliers de paysans sont concernés par ces grandes manœuvres. Beaucoup vont être mis à la porte de chez eux, chassés de leur terre, tandis que d'autres devront accepter d'être intégrés dans les circuits de ramassage d'une autre laiterie à des conditions pires que les précédentes.

De nouvelles grandes luttes s'annoncent dans la paysannerie laborieuse et dès à présent nous devons soutenir ces luttes pour un prix du lait rémunérant correctement le travail fourni.

## un point d'histoire

### IL Y A 40 ANS... LA LONGUE MARCHÉ (1)

Voici tout juste 40 ans, la « longue marche » aboutissait victorieusement après avoir parcouru plus de 14 000 kilomètres à l'intérieur de la Chine.

Accomplie par l'Armée rouge des ouvriers et des paysans, dirigée par le Parti communiste chinois conduit par Mao Tsé-toung, elle fut comme l'indiqua ce dernier « à la fois un manifeste, un instrument de propagande et une machine à semer ». Elle montra la voie pour la libération du peuple chinois et de la Chine tout entière, pour l'édification et la préservation du socialisme.

Le 1er juillet 1921, douze délégués, dont le jeune Mao Tsé-toung, réunis dans une école de la « concession » française à Changhaï et représentant en tout 70 militants, créent le Parti communiste chinois.

Celui-ci est alors dirigé par Tchen Tou-sieou qui ne s'intéresse qu'à la coopération avec le Kuomintang (1) et oublie la paysannerie constituant la grande masse de la population travailleuse. Cette première ligne opportuniste de droite conduit le PCC et la révolution chinoise au désastre : massacres des ouvriers révolutionnaires à Changhaï et à Canton par les troupes réactionnaires de Tchang Kai-chek à la suite de son coup d'Etat du 12 avril 1927.

Fort de cette expérience et de son enquête auprès de la paysannerie pauvre qu'il avait menée dans le Hounan un mois avant, Mao Tsé-toung retourne à la campagne où il déclenche et dirige la célèbre Insurrection de la Moisson d'automne.

Il forme la 1<sup>ère</sup> division du 1<sup>er</sup> corps de l'Armée révolutionnaire des ouvriers et des paysans qu'il conduit dans les monts Tsingking où il crée la première base révolutionnaire dans la région frontalière du Hounan-Kiangsi. Comme l'a écrit Mao Tsé-toung, « L'existence prolongée, dans un pays, d'une ou de plusieurs petites régions où triomphe le pouvoir rouge, au milieu de l'encerclement du pouvoir blanc, constitue un fait absolument nouveau dans l'histoire du monde ».

Alors, d'autres bases révolutionnaires agraires se forment, notamment avec les troupes de Chu Teh et de Chen Yi.

Cette nouvelle stratégie suscite bien vite la riposte du gouvernement central kuomintanien qui organise successivement quatre « campagnes d'encerclement et d'anéantissement » qui échouent.

A la 5<sup>ème</sup> campagne, les troupes réactionnaires commencent à remporter des succès. C'est qu'en effet, Wang Ming et d'autres opportunistes de « gauche », caractérisés par le dogmatisme, avaient évincé temporairement Mao Tsé-toung de la direction du parti et de l'armée. Mais celui-ci parvient tout de même à la tête de l'armée du 1<sup>er</sup> front à percer l'encerclement après de rudes batailles. Il quitte la base révolutionnaire centrale de Kiangsi et commence la Longue Marche en octobre 1934.

Certes, les opportunistes de « gauche » poursuivirent leurs méfaits quelque temps encore, mais grâce à une proposition juste faite au bon moment par Mao Tsé-toung, l'Armée rouge



prend par surprise le bourg de Tsouenyi en janvier 1935.

Là, le Comité central du parti tient une réunion élargie du bureau politique qui critique les erreurs commises par la ligne de Wang Ming et affirme la position dirigeante de Mao Tsé-toung qui est élu président du parti et chef de l'Armée rouge.

(A suivre.)

(1) Le Kuomintang : parti de la bourgeoisie, divisé en plusieurs courants en fonction des intérêts des couches qui la composaient.





## PASOLINI ou UNE IMAGE DE LA BOURGEOISIE

La presse bourgeoise unanime, qu'elle soit de droite ou de «gauche», pleure Pasolini, cinéaste italien représentant de l'intelligentsia bourgeoise en putréfaction de notre «civilisation occidentale»; il a fini sa carrière d'une manière assez piteuse, sur une plage d'Italie du Sud.

Nous n'aurions pas particulièrement besoin de parler de lui aujourd'hui si on ne voulait pas faire de ce monsieur, à titre posthume, un «courageux combattant antifasciste»! C'est ce qu'a tenté de faire croire un journaliste sur une chaîne de radio le lendemain de sa mort. Il est évident que Pasolini a été tué par un jeune apprenti qu'il tentait de séduire. Pas du tout, estime le journaliste, il faut voir plus loin; ce jeune garçon a été armé par le fascisme italien, qui a décidé d'éliminer Pasolini parce que, dans son dernier film, il venait

de «dénoncer avec courage» les dessous du régime fasciste de la République de Salo (de Mussolini, pendant la dernière guerre).

Ce film, «Salo ou les 120 jours de Sodome», est une adaptation moderne du fameux roman du marquis de Sade, représentant dégénéré de l'aristocratie française pourrissante du 18<sup>e</sup> siècle. Il se situe justement pendant cette fameuse République de Salo. Mais selon le même journaliste il faut voir plus loin qu'une simple adaptation.

Nous avons vu récemment à la TV une autre adaptation de Sade, par Vadim, qui reprenait le cadre de l'Allemagne nazie et de la France occupée. Que nous sachions, il n'y avait rien là d'antifasciste! Où est l'antifascisme d'un film comme «Portier de nuit» qui en fait, exaltant la soi-disant complicité du bourreau avec la victime, n'est qu'une

apologie du nazisme? Il est vrai que c'était une sacrée époque pour toutes ces crapules nazies et collabos: on pouvait y violer, y torturer à plaisir, assuré de l'impunité. C'est aussi une époque de prédilection pour certains cinéastes bourgeois d'aujourd'hui. Mais il ne suffit tout de même pas de tourner un film sur les perversions sexuelles des nazis et des fascistes pour faire œuvre antifasciste!

On a présenté aujourd'hui Pasolini comme un antifasciste.

On l'a également présenté comme un «révolutionnaire». Il se qualifiait lui-même de «marxiste, chrétien et freudien». Curieux mélange. Mais ses pairs l'ont reconnu: critiques bourgeois, critiques révisionnistes et même Office catholique du cinéma lui ont adressé prix et félicitations.

Dans un des derniers films de Pasolini, les personnages, réduits à l'état de bêtes, finissent par s'entre-dévorer. C'est un peu une image de sa classe que nous donne là Pasolini: quand il n'y a plus rien à manger, les loups s'entre-dévorent et les hyènes attendent de pouvoir se repaître des restes en pourriture. Le cas de monsieur Pasolini ressemble étrangement à ces hyènes dont on a parlé il y a quelques semaines, qui n'étaient autres que des fils de la grande bourgeoisie italienne, fascistes notoires, qui passaient leur temps à enlever des filles du peuple — qui pour eux n'étaient que chiennes et prostituées — pour les violer et les torturer tranquillement jusqu'à la mort, dans une villa luxueuse de la banlieue de Rome.

La classe bourgeoise se meurt et elle le sait.



SUR LES ANTENNES DE F.R.3

## JACQUES JURQUET APPELLE A REJOINDRE NOS RANGS

Que peut-on dire en deux minutes et demi, que peut-on expliquer?

C'est là pourtant le temps de parole qui fut imparti à notre directeur politique, le camarade Jacques Jurquet, ainsi contraint à un savant exercice de concision dans l'exposé de nos idées.

Au moment de l'enregistrement, lors d'un premier passage il parla vingt secondes de trop parce qu'il s'appliquait un peu comme dans un meeting. Lors d'un second passage, il fut trop court de cinq secondes. Nous dûmes alors à l'amabilité des techniciens et ouvriers de FR 3 qu'il puisse effectuer un troisième enregistrement, qui s'avéra une réussite complète du point de vue minutage, grâce à quelques modifications spontanées de notre camarade.

Voici donc, selon notre propre enregistrement, la brève intervention de Jacques Jurquet au nom des Communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, présentée le 10 novembre dans le cadre de la «Tribune libre» sur les antennes de FR 3.

Le Parti communiste fondé voilà 55 ans à Tours n'a pas fait disparaître l'exploitation capitaliste. Au contraire, il a complètement dégénéré. Reniant Lénine et la voie révolutionnaire d'Octobre 1917, le Parti communiste français vous propose des slogans sans nulle efficacité: la voie pacifique, la démocratie avancée, le Programme commun.

Or, ce programme ne remet pas en cause la nature capitaliste fondamentale de notre société.

Vous attendez des propositions concrètes. Les militants de l'Humanité rouge restent, eux, fidèles aux principes révolutionnaires. Ils veulent détruire la dictature de la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat, dont Lénine proclamait le caractère mille fois plus démocratique que la fausse démocratie du système capitaliste.

Mais les marxistes-léninistes ne sont pas des rêveurs. Ils savent que la révolution ne peut triompher aussi longtemps qu'elle ne bénéficie pas du soutien de la classe ouvrière et des plus larges masses populaires.

Pour préparer cette victoire, ils travaillent à l'édification d'un Parti, marxiste-léniniste unique.

Ils sont présents dans les luttes de la classe ouvrière.

Ils exigent des syndicats le respect de la démocratie à la base. Ils refusent les pratiques de collaboration de classe. Ils n'acceptent pas d'entériner un seul licenciement.

La classe ouvrière doit comprendre sa force irrésistible si dans la lutte se reconstitue son unité sur les positions fondamentales de sa propre idéologie révolutionnaire.

Voilà pourquoi l'Humanité rouge lance les mots d'ordre:



«Unité à la base et dans l'action!»  
«Non à tout licenciement!»  
«Classe contre classe!»

Par ailleurs, face aux graves dangers de guerre que fait peser sur l'Europe la rivalité des deux superpuissances, les marxistes-léninistes appellent à lutter pour la sauvegarde de l'indépendance nationale, sans laquelle ne saurait triompher la révolution prolétarienne.

C'est au combat pour préparer sa victoire que vous appellent les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge.

Rejoignez leurs rangs!



# L'ARMÉE A L'ORDRE DU JOUR

## Mardi soir, aux «Dossiers de l'écran», le débat avait lieu dans les coulisses

L'émission hebdomadaire «Les Dossiers de l'écran» présentaient mardi soir le très réactionnaire film «Les Trois de Saint-Cyr». Pendant plus d'une heure et demie Antenne 2 faisait ainsi l'apologie du colonialisme, sans doute pour satisfaire en ce 11 novembre les derniers nostalgiques de «la Coloniale».

Le débat qui devait suivre a tourné court. Sous la conduite du sergent fasciste Dupuy-De-Méry, un commando du «Comité de soutien de l'armée» avait fait irruption dans les locaux d'Antenne 2. Il en occupait le rez-de-chaussée, et obtenait ainsi rapidement l'annulation du débat auquel étaient conviés Yvon Bourges, ministre de la Défense, le trotskyste Krivine et le député parisien pro-soviétique Louis Baillet, président de la «commission de la Défense nationale» du PCF.

Un quart d'heure à peine après la fin du film, les réactions commençaient à pleuvoir de toute part. Le ministre de la défense démentait «avoir demandé la participation de M. Krivine», ce que venait pourtant d'affirmer Marcel Jullian, président d'Antenne 2. La ligue de Krivine accusait Yvon Bourges d'avoir «déserté le débat». Le «Parti des for-

ces nouvelles» — sigle actuel du groupe fasciste «Ordre nouveau» — réclamait «la démission immédiate d'Armand Jammot et de Marcel Jullian, responsables de cette initiative scandaleuse». Du parti de Marchais, au «Comité de soutien à l'armée», en passant par le pacifiste «Comité de défense des appelés», on s'investissait vigoureusement.

A la vérité, il est permis de se poser des questions quant aux intentions qui présidaient à l'organisation d'un tel débat. Il convient malgré tout de noter que la police, si prompt ces derniers temps à réprimer les travailleurs, devait ici laisser une poignée de fascistes occuper en toute quiétude les locaux de la 2è chaîne de télévision.

Quant à nous, nous rejetons et condamnons avec la même énergie fascistes et partisans inconditionnels — pour reprendre la propre expression de la ligue de Krivine — de la superpuissance impérialiste soviétique. Nous nous opposons et nous luttons contre ceux qui agissent en France au service de l'une ou l'autre superpuissance, autant contre les agents de l'impérialisme américain que contre les forces pro-soviétiques.

## ARRETE TON CHAR, MON COLONEL !

«Toi, tu m'ennuies, tu seras de corvée de couloir toute la semaine !»

Ça sort de la bouche d'un brigadier, appelé, un parmi tant d'autres. Un qui ne fera plus de corvée, qui fera chambre à part, qui sera bien vu des officiers.

C'est grâce à tous ces petits privilèges que la bourgeoisie divise la masse des appelés. Les petits gradés deviennent les boucs émissaires de toutes les tares du service militaire.

### Ça ne marche pas toujours !

Dans notre compagnie, nous avons la chance de nous retrouver sur 7 brigadiers du même contingent, 1 étudiant progressiste, 6 ouvriers et employés syndicalistes, dont moi-même, militant marxiste-féministe. Très vite, ce sont des discussions fréquentes sur le rôle de tampon qu'on veut nous faire jouer, entre les appelés et le système d'oppression journalière.

Un de nos camarades, fraiseur chez Renault, se fait carrément remettre en place parce que, brigadier «de semaine», il s'est mis à sacquer des appelés qui se révoltent individuellement.

Ces chaudes discussions entre appelés plus conscients, alliées à une attitude exemplaire de la part de tous ces brigadiers, renversent peu à peu la vapeur.

Les «fausses» permissions ne sont jamais signalées, nous faisons les corvées de chambre comme tout le monde, nous montrons l'exemple pour refuser la discipline aveugle.

Au bout de 6 à 8 mois, au lieu d'être les petits roquets des officiers fascistes, nous sommes devenus les porte-paroles des appelés, le symbole de ceux qui se battent pour ne plus être pris pour des chiens.

### Lettre d'un soldat.

Jamais cependant, on ne s'est battu contre l'instruction militaire. Nos meilleurs souvenirs sont au contraire les manœuvres, les tirs au canon, où nous sommes fiers d'éprouver nos qualités de vitesse, de précision, de sang-froid, tout comme à l'usine on est content quand on a l'occasion de faire une pièce figuolée.

### Les officiers ont le cafard !

Mais à côté de ça, on nous traite comme des moins que rien, on boit du jus de chaussette et ce qu'on mange n'a rien à voir avec un repas. C'est là que ça a éclaté, trois semaines avant notre «libération».

Des cafards dans le poisson, des mouches dans le café, du riz indécollable du plat et le reste...

Après être passés par les moyens légaux qui ne changent rien : plainte sur le cahier de revendications, nous lançons l'idée, un midi, de boycotter la cantine le soir même. Et le soir, l'officier de permanence, vert de rage, voit débarquer 5 gars sur les 80 habituels de la compagnie. Le lendemain, réunion extraordinaire de tous les capitaines, du colonel...

Nous nous étions dit : ils ne feront pas de punition, car cela entraînerait un mouvement de tout le régiment.

Effectivement, aucune sanction ne tombe. Mieux ! C'est chaque jour des plats chauds, bien cuisinés. En manœuvre, nous avons poulet, haricots verts à l'ail deux fois par semaine, des glaces...

Mais le principal n'est pas là. Le principal est que nous avons montré, à notre petite échelle, que l'idéologie individualiste, de division, peut être combattue avec succès, et que partout où ils sont, les ouvriers doivent être aux avant-postes pour entraîner d'autres couchés dans la lutte, grâce à leurs idées collectives, optimistes.

## CHANTILLY : HUIT LADS PASSENT DEVANT LE TRIBUNAL

Le 1er novembre, l'ensemble des lads de l'écurie Gleizes de Chantilly (Oise) se mettaient en grève pour protester contre le non-paiement de leurs heures supplémentaires et contre le non-respect des accords signés à Beauvais en juillet dernier à l'issue d'une lutte acharnée livrée par cette catégorie extrêmement exploitée d'ouvriers agricoles.

Le 6 novembre, deux d'entre eux, candidats aux élections de délégués de personnel, étaient licenciés. Le lendemain, six autres des 12 garçons d'écurie qu'emploie le propriétaire A. Gleizes étaient à leur tour licenciés. Les lads n'en poursuivaient pas moins leur grève avec occupation de l'écurie.

Lundi 10 novembre, durant une heure et demie, ces 8 ouvriers agricoles ont comparu devant le président du tribunal de grande instance de Senlis, statuant en référé. Leur patron, A. Gleizes, ne réclame rien de moins que leur «expulsion de l'entreprise et des logements qui leurs sont affectés» !

Plaidant en faveur des lads, maître André Lecul, du barreau d'Amiens, a souligné «qu'on se trouve en présence d'une violation flagrante du droit de travail». Mais il n'est guère dans les habitudes de la bourgeoisie de s'embarasser de ses propres lois... A l'heure où le mouvement de lutte des travailleurs est en plein essor, les capitalistes recourent de façon systématique à la répression et à la violence réactionnaire. Voilà pourquoi, pour imposer la satisfaction de leurs légitimes revendications immédiates, il est indispensable que les travailleurs des villes comme des campagnes opposent massivement à la violence bourgeoise leur juste violence de classe. A défaut de s'y opposer, il ne saurait être possible d'arracher des victoires.

## DÉBRAYAGES DANS UNE USINE DE LA HAUTE-LOIRE

Les 60 ouvriers-mineurs de l'usine Secme (extraction de spathfluor) de Langeac (Haute-Loire) — qui emploie 97 salariés — ont poursuivi ce week-end l'action qu'ils avaient entreprise au début de la semaine dernière. Ils observent des arrêts de travail de deux heures par poste pour protester contre la remise en cause par la direction du protocole de l'entreprise notamment pour les salariés. Les délégués du personnel devaient être reçus jeudi par la direction générale des établissements, à Paris.

## A PROPOS DU DOCUMENT PRÉPARATOIRE AU XXII<sup>e</sup> CONGRES DU PCF

N'ayant pris connaissance du document adopté par le Comité central du parti révisionniste français qu'au moment de «monter» notre journal nous ne sommes pas en mesure d'en faire une analyse approfondie dans la présente édition. Cependant nous y consacrons une large place dans nos numéros à partir de demain. Nous recommandons donc vivement à tous nos lecteurs de se procurer nos prochaines éditions.